

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG/W/7

28 août 1996

(96-3383)

Comité des accords commerciaux régionaux

LISTE DE POINTS PROPOSES PAR LES DELEGATIONS CONCERNANT LES PROCEDURES DESTINEES A FACILITER ET A AMELIORER LE PROCESSUS D'EXAMEN

Note du Secrétariat

La présente note a été établie pour donner suite à une demande formulée le 31 juillet 1996 lors de la réunion du Comité des accords commerciaux régionaux. Elle contient une liste de points qui peuvent présenter de l'intérêt pour l'examen auquel le Comité doit procéder au titre du point 1 c) de son mandat - à savoir, "élaborer, selon qu'il conviendra, des procédures destinées à faciliter et à améliorer le processus d'examen". Cette liste s'inspire des suggestions émises par les délégations de manière informelle et lors des réunions du Comité, ainsi que des communications que celles-ci ont présentées. Le Secrétariat est prêt à faire toute adjonction ou apporter toute autre modification à la présente note, ainsi qu'il sera jugé nécessaire.

Notification

1. Mise au point d'un "modèle de présentation type pour la communication de renseignements sur les accords d'intégration économique" prévoyant la libéralisation du commerce des services.
2. Nécessité de convenir du moment précis auquel les accords commerciaux régionaux devraient être notifiés.
3. Examen de la manière de traiter la question du non-respect des prescriptions de l'OMC en matière de notification d'accords commerciaux régionaux.
4. Mise au point d'un "système d'alerte rapide" pour la notification des accords commerciaux régionaux, qui permette aux Membres d'être tenus au courant des différents faits nouveaux survenus lors des diverses phases menant à l'entrée en vigueur de ces accords.
5. Examen de la date à laquelle le modèle de présentation type devrait être communiqué.

Examen

6. Réexamen des objectifs de l'examen des accords commerciaux régionaux compte tenu de la création du Comité des accords commerciaux régionaux.
7. Elaboration de lignes directrices pour l'examen des accords commerciaux régionaux.

./.

8. Examen de la durée du processus d'examen pour les différents accords.
9. Etude de la possibilité de mettre au point une procédure accélérée pour l'examen des accords qui ont très peu d'effets sur les autres Membres et sur le système commercial multilatéral.
10. Etablissement d'un calendrier pour chaque étape du processus d'examen et pour l'ensemble de l'examen. Examen de la question de savoir si le calendrier convenu doit être contraignant ou s'il s'agit seulement de lignes directrices.
11. Etude de la possibilité de fixer un nombre maximum de réunions pour l'examen des accords commerciaux régionaux.
12. Confirmation du fait que les Membres ont la possibilité de présenter des questions écrites aux parties aux accords commerciaux régionaux.
13. Concernant ce qui précède (point 9), nécessité de convenir du calendrier à respecter pour la présentation des questions et la communication des réponses.
14. Examen du rôle du Secrétariat dans le processus d'examen, en particulier, en ce qui concerne la mise au point définitive du modèle de présentation type pour la communication de renseignements sur les accords commerciaux régionaux.
15. Nécessité de veiller à ce que l'examen des accords commerciaux régionaux portant sur les biens et les services se déroule avec le maximum d'efficacité (par exemple, date des réunions).

Rapports sur l'examen des accords commerciaux régionaux

16. Nécessité de convenir de la nature et de la teneur des rapports d'examen.
17. Nécessité de convenir des procédures liées à l'établissement et à l'adoption des rapports, notamment la façon de parvenir à un accord sur les conclusions.

Points d'ordre général

18. Examen des avantages qu'il y a à donner un caractère formel aux procédures d'examen des accords commerciaux régionaux.
19. Examen du transfert au Comité des accords commerciaux régionaux des fonctions en matière de notification et d'examen de ces accords actuellement assumées par le Conseil du commerce des marchandises, le Conseil du commerce des services et le Comité du commerce et du développement.
20. Nécessité de convenir de tous les éléments relatifs à la communication de données commerciales dans le cas des unions douanières.
21. Etude de la possibilité de présenter des informations sous forme électronique.